

Michel Barde

Suisse Europe: stop à la dérive



Photo m. a.d.

Il reste peu de temps à la Suisse pour se sortir du guêpier où l'a mise l'acceptation, le 9 février dernier, de l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse». Le Conseil fédéral a décidé de proposer une application stricte de l'initiative, que Bruxelles à toutes les chances de refuser car contraire au principe fondamental de la libre circulation des personnes. L'idée de Berne est donc de mettre le peuple suisse en face de ses responsabilités et de le faire revoter sur un paquet plus large comprenant le maintien des accords bilatéraux.

Deux rappels ici s'imposent. Le premier remonte au 6 décembre 1992 lors du vote sur l'espace économique européen. Son rejet avait amené l'UDC à privilégier la «voie bilatérale» qu'elle met aujourd'hui gravement en danger. Le second est plus récent: l'absence d'une véritable campagne sur les enjeux et les conséquences de la votation du 9 février, le défaut d'engagement du Conseil fédéral et les messages parfois brouillés de certains partis politiques pris en tenailles entre les désagréments de l'immigration et la vision d'avenir du pays n'ont pas permis à la population de prendre conscience de l'importance de celle-ci. Et ce sont paradoxalement les régions rurales, qui en souffriront le moins, qui ont fait pencher la balance en faveur de cette initiative au détriment des centres urbains qui sont le moteur du pays.

Le problème de la Suisse est d'être aujourd'hui engluée dans les pressions qu'exercent sur elle l'Union Européenne, l'OCDE et d'autres organismes de régulation d'une part et, d'autre part,

sur le plan intérieur, dans le fatras d'initiatives populaires souvent mal ficelées et mal pensées qui absorbent les énergies politiques, assèchent les finances des partis et occultent les enjeux stratégiques du pays. Que l'on songe simplement à la votation du 28 septembre prochain sur la caisse unique en matière d'assurance maladie – dont les textes allemand, français et italien ne sont pas les mêmes! – dont l'instauration coûtera des milliards sans faire baisser les primes d'un seul centime, soumises au diktat du monopole politique.

Le temps est venu pour les autorités et les partis politiques de dégager des priorités stratégiques et de mettre entre parenthèses les chamailleries partisans et les égos surdimensionnés qu'attise la perspective des élections fédérales de l'année prochaine. L'enjeu est à ce prix si l'on veut arrêter Monsieur Blocher dans sa course suicidaire à l'isolement et à l'exclusion. Sera-t-il relevé? Le doute existe et c'est la raison pour laquelle il appartient à la société civile de se mobiliser. Entrepreneurs, salariés, chercheurs, soignants, transporteurs, PME, multinationales, indépendants, tous doivent tirer à la même corde pour clamer la nécessité d'une Suisse ouverte aux échanges, source du bien-être de ce pays.

Il n'en va d'ailleurs pas que des seuls actifs: les rentes des retraités sont tributaires de la bonne santé de l'économie. Quant aux jeunes, quel avenir Monsieur Blocher et ses légions leur préparent-ils en les confinant entre Alpes et Jura et en les coupant d'échanges européens aussi formateurs qu'enrichissants?

Ce qui pourrait détruire la Suisse et la faire éclater, c'est son enfermement. Ce qui la fera vivre et marquer son identité, c'est son ouverture à l'Europe et au monde. Ce ne sont pas de nouvelles initiatives dont nous avons besoin. C'est d'une volonté populaire. ■

Michel Barde est ancien délégué patronal suisse à l'OIT.